

Direction de la Solidarité Départementale
Autonomie

Arrêté N° 16-0324
Fixant pour l'année 2016 les tarifs
hébergement et dépendance
EHPAD de LUC

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.322.1 et suivants relatifs aux compétences du Président du conseil général en matière d'action sociale ;
- VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles R 314-22 et suivants, R.314-34 et suivants ;
- VU le code de la santé publique ;
- VU la loi n° 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'ordonnance n°2005-1477 du 01/12/2005 portant diverses dispositions relatives à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU la délibération du Conseil départemental du 18 décembre 2015, approuvant la mise en place des crédits de paiement pour la gestion de l'exercice 2016 ;
- VU les propositions budgétaires transmises par la personne ayant qualité de représenter l'établissement en date du 6 novembre 2015 ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur général des services du département ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les tarifs hébergement pour l'année 2016 de l'EHPAD de LUC sont fixés à compter du 1er février 2016 à :

49,53 € pour les résidents de plus de 60 ans.
68,40 € pour les résidents de moins de 60 ans.

En application de l'article R 314.189 du code de l'action sociale et des familles, les produits relatifs au prix de journée hébergement des personnes hébergées de moins de soixante ans sont affectés à

la section tarifaire hébergement pour un montant calculé sur la base du tarif journalier afférent à l'hébergement, et sont affectés pour le solde à la section tarifaire dépendance.

ARTICLE 2 : Les tarifs dépendance répartis en 3 groupes sont fixés comme suit à compter du 1er février 2016:

GIR 1 et 2 : 23,75 €

GIR 3 et 4 : 15,07 €

GIR 5 et 6 : 6,39 €

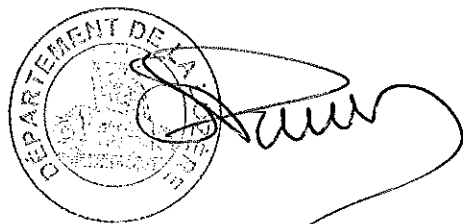
Le montant de la dotation globale dépendance à verser par le Conseil général de la Lozère pour l'année 2016 est de 94 163,49 €, versée mensuellement par douzième.

ARTICLE 3 : Les bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie restent redevables envers l'établissement de la participation forfaitaire calculée en application de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Espace Rodesse 103 bis rue Belleville BP 952- 33063 Bordeaux CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur général des services du département, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement concerné, et publié au Bulletin Officiel du Département.

Mende, le **28 JAN, 2016**
La Présidente du Conseil Départemental,



Sophie PANTEL